



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Lons-le-saunier, le 09/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SABLIERES COGNARD SAS**

2 Impasse des Royes  
71130 Gueugnon

Références : AC/NM/2026/C\_100  
Code AIOT : 0005426365

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2026 dans l'établissement SABLIERES COGNARD SAS implanté Lieu-dit Chazey 71130 Gueugnon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action régionale 2026 en faveur de la Biodiversité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SABLIERES COGNARD SAS
- Lieu-dit Chazey 71130 Gueugnon
- Code AIOT : 0005426365
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de matériaux alluvionnaires en eau autorisée par arrêté préfectoral du 5 octobre 2017 et exploitée par le groupe BOUHET SA pour une durée de 19 ans. La carrière a fait l'objet de deux arrêtés préfectoraux complémentaires relatifs à la dérogation aux espèces protégées :

- arrêté préfectoral du 23 novembre 2021,
- arrêté préfectoral du 22 août 2024.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conditions de la dérogation	AP Complémentaire du 22/08/2024, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Mesures de réduction	AP Complémentaire du 22/08/2024, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
11	Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures d'évitement	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4	Sans objet
3	Mesures d'évitement	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4	Sans objet
4	Mesures d'évitement	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4	Sans objet
5	Mesures d'évitement	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4	Sans objet
6	Mesures de réduction	AP Complémentaire du 22/08/2024, article 3	Sans objet
8	Mesures de réduction	AP Complémentaire du 23/11/2021, article 3	Sans objet
10	Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé plusieurs non-conformités aux prescriptions des arrêtés préfectoraux complémentaires relatifs à la dérogation aux espèces protégées dans la carrière qui portent principalement sur des mesures de réduction non réalisées ou incomplètes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions de la dérogation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/08/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de suivi
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un suivi des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement doit être mis en œuvre. <ul style="list-style-type: none"><li>○ Pendant la phase des travaux, la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement doit être suivie par un écologue.</li><li>○ Pendant la phase d'exploitation de la carrière, le suivi est effectué pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement et pour déterminer si des espèces protégées sont présentes sur la zone d'emprise et sur la zone de remblai. Ces suivis sont réalisés aux années n+1, n+3, n+5, puis tous les 5 ans pendant la durée d'exploitation de la carrière ; n étant l'année de délivrance de la présente décision.</li></ul> Les suivis doivent intégrer les suivis spécifiques indiqués sur les fiches A1, B1 et C1 en annexes. Un ajustement des mesures prescrites pourra être proposé par l'écologue, lors de ce suivi. Les objectifs de ce suivi sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• évaluer l'efficacité des mesures d'évitement et de réduction ;</li><li>• évaluer la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre au travers de l'évolution des habitats naturels ;</li><li>• étudier l'évolution des populations et des espèces protégées concernées (présentes à l'état initial et à venir) à intégrer dans un suivi des populations et des espèces à l'échelle de l'infrastructure ;</li><li>• établir un retour d'expérience sur ce type de projet ;</li><li>• réajuster certaines modalités de gestion afin d'optimiser la plus-value environnementale de chaque mesure.</li></ul> Ce suivi fait l'objet de comptes-rendus, qui sont transmis au plus tard le 31 décembre de l'année du suivi au service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL.  Chaque compte-rendu comprend, outre les évaluations des mesures et éventuelles propositions d'action de correction, a minima, les éléments suivants relatifs aux inventaires, lesquels doivent également être fournis au format tableur informatique : <ul style="list-style-type: none"><li>• le nom de l'opérateur ;</li><li>• les noms scientifiques et vernaculaires de chaque espèce ;</li><li>• le lieu d'observation (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection) ;</li></ul>

- la date de l'opération.

Ces données sont intégrées dans les bases de données de la DREAL. La DREAL pourra librement utiliser tous acquis bruts ou transformés relatifs à la connaissance des milieux naturels et des espèces (rapports et documents graphiques et cartographiques, données floristiques et faunistiques, données géographiques...), même partielles. Cette utilisation s'exercera dans le strict respect des droits moraux de l'auteur.

### **Constats :**

Dans le cadre des suivis écologiques prescrits dans l'arrêté préfectoral complémentaire de dérogation aux espèces protégées du 22 août 2024, l'exploitant a mandaté un organisme spécialisé en écologie (BIOTOPE).

Le premier suivi a été réalisé en mai 2025 et a fait l'objet d'un rapport de suivi édité en septembre 2025.

Le prochain suivi est prévu cette année en mai 2026. Il portera sur la faune/flore, les espèces exotiques envahissantes, et les mesures de suivis codifiées SU1 et SUC1.

Il est à noter que selon le rapport de l'écologue de 2025, des suivis/inventaires du trèfle semeur (espèce protégée principale au sein de l'emprise autorisée) ont été réalisés en 2021 et 2024. Ils sont repris sous forme d'évolution cartographique dans le rapport BIOTOPE de 2025.

En 2025, les suivis effectués ont concerné les modalités de la fiche A1 (gestion de pâturage en faveur du trèfle semeur ou souterrain) et B1 (suivi des espèces exotiques envahissantes) conformément aux prescriptions.

Une copie du rapport a été remis à l'inspection (copie doit être adressée par l'exploitant au service biodiversité de la DREAL).

L'intervention de l'écologue a permis de faire:

- un suivi/inventaire précis du trèfle semeur par la méthode de densité en période favorable (printemps),
- un suivi/inventaire des nouvelles espèces végétales patrimoniales présentes,
- un suivi/inventaire des espèces végétales exotiques envahissantes (notamment la Jussie).

Le rapport conclut que:

- le trèfle semeur est bien présent dans les secteurs délaissés qui font l'objet de pâturage saisonnier malgré sa disparition dans les surfaces exploitables,
- la présence d'une pied de Crassule Mousse espèce floristique patrimoniale présente au centre de la surface non encore exploitée (statuts: vulnérable et très très rare),
- une forte présence de Jussie à grande fleurs (espèce envahissante) qui se développe dans le plan d'eau en cours d'extraction à partir des berges.

Les éléments relatifs aux inventaires sont précisés et cartographiés dans le rapport BIOTOPE (sauf les coordonnées Lambert 93 de la Crassule Mousse).

### **Non conforme:**

- absence de coordonnées Lambert 93 pour une espèce végétale patrimoniale (Crassule Mousse),
- absence de transmission du rapport 2025 au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL BFC.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>Les données brutes recueillies lors de l'état initial et les suivis sont transmis aux animateurs des pôles thématiques du SINP Bourgogne (Système d'Information sur la Nature et les Paysages).  Les rapports de suivis sont à envoyer au service en charge de la biodiversité de la DREAL BFC (avec copie à l'inspection chargée du suivi ICPE).  Les coordonnées Lambert 93 des espèces végétales patrimoniales sont à préciser sur les rapports de suivis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Mesures d'évitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ME 1
<b>Prescription contrôlée :</b>  La bande boisée située au niveau des délaissés doit être évitée et conservée.
<b>Constats :</b>  La bande boisée située à l'extrême sud-est de l'emprise autorisée (hors de la surface exploitable autorisée) est évitée et conservée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Mesures d'évitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ME 2
<b>Prescription contrôlée :</b>  La ripisylve du plan d'eau situé au sud doit être évitée et conservée.
<b>Constats :</b>  La ripisylve du plan d'eau situé au sud (ancienne gravière), compris dans le périmètre de l'emprise autorisée, est évitée et conservée. Il est précisé ici que la bande de terrain séparant le plan d'eau de l'ancienne gravière au sud et le nouveau plan d'eau créé par l'extraction en cours sera extraite en fin d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Mesures d'évitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ME 3
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les limites d'extraction doivent respecter un recul d'au moins de 100 m au nord et 50 m à l'ouest. Les emprises de l'extraction doivent éviter au moins la moitié de la station de Trèfle semeur existante, préserver le corridor écologique et la ripisylve de l'Arroux.

**Constats :**

En référence au dernier plan d'exploitation de décembre 2025, les limites d'extraction sont:

- à au moins 70 mètres du lit mineur de l'Arroux au sud-ouest (concerne la surface de la phase 1 d'exploitation),
- à au moins 50 mètres du lit mineur de l'Arroux à l'ouest dans les surfaces actuellement en exploitation (phase 2 d'exploitation),
- atteignent au moins 100 mètres du lit mineur de l'Arroux au nord et nord-est.

Sur les délaissés d'exploitation listés ci-dessus (corridor écologique), les stations de Trèfle Semeur présentes sont évitées et les surfaces font l'objet d'une convention de pâturage permettant le développement de l'espèce floristique.

La ripisylve de l'Arroux est préservée car non impactée par le périmètre d'exploitation autorisé et les mesures de réduction écologiques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Mesures d'évitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, ME 4

**Prescription contrôlée :**

Le phasage du défrichement doit être adapté afin d'éviter les risques de mortalité pour la faune. Les opérations de défrichement susceptibles de nuire à l'avifaune doivent être réalisées entre le 1er septembre et le 14 mars.

**Constats :**

Les dernières opérations de défrichement qui ont eu lieu, ont été réalisées en fin d'année 2024 (en ce qui concerne une haie en partie centrale de la surface exploitable).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Mesures de réduction**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/08/2024, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, MR 2

**Prescription contrôlée :**

La gestion mise en œuvre doit permettre la conservation et le développement du Trèfle souterrain sur la parcelle entre l'Arroux et la zone d'extraction (de 7,61 ha) et à terme (après les 6 premières années et selon bilan) sur la future parcelle renaturée à l'ouest de la zone d'emprise de

<p>la carrière ("Trou du lait", sur 1,8 ha) .</p> <p>La mesure de gestion consiste en un pâturage extensif dans la limite de 20 génisses du 1/04 au 15/07, sans amendement, ni fertilisant et sans déprimage, mis en œuvre par un exploitant agricole sous convention avec la société COGNARD, en respectant les recommandations de la fiche A1 en annexe 1 .</p> <p>La localisation des mesures est illustrée en annexe 4.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a signé le 23 juillet 2024 une convention de mise à disposition des surfaces non exploitables situées entre l'Arroux et la limite du périmètre autorisé à extraire (à l'ouest et au nord de l'emprise) sur 7 ha avec le GAEC de Chazey pour le pâturage saisonnier de 16 vaches de race charolaise (du 1er avril au 15 juillet pendant 5 ans). La convention précise l'interdiction d'apports fertilisants et de déprimage des sols.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Mesures de réduction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MR 3</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des habitats favorables aux reptiles doivent être reconstitués sur une superficie d'au moins 1 500 m<sup>2</sup>. Les habitats doivent comprendre des tas de pierres et des tas de branches.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La mesure de réduction 3 n'a pas été réalisée par l'exploitant.</p> <p><b>Non conforme:</b> la mesure de réduction MR3 n'est pas réalisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La mesure de réduction MR3 est à réaliser.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 8 : Mesures de réduction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/11/2021, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MR 4</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures de lutte contre la propagation des espèces exotiques envahissantes s'appliquent sur la zone de remblai située à l'ouest de la zone d'emprise dénommée "Trou du lait", en mettant en œuvre les mesures énoncées sur la fiche B1 en annexe 2.</p>



**Constats :**

En 2025, une nouvelle espèce invasive (Jussie à grandes fleurs) a été inventoriée par l'écologue chargé des suivis écologiques. Elle est très présente le long des berges sud et sud-ouest du plan d'eau en cours d'extraction situé dans la surface exploitable.

Cette espèce envahissante n'a pas fait l'objet d'identification ni de mesures de réduction dans la fiche B1.

En 2026, un suivi spécifique de toutes les espèces exotiques envahissantes est planifié avec l'écologue et selon la fiche B1.

Aucune espèce envahissante n'a pas été inventoriée en 2025 autour de l'ancien plan d'eau "Trou du lait" situé au nord et hors de l'emprise autorisée (probablement en raison des travaux de remblayage et de remise en état réalisés).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Mesures de réduction**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/08/2024, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, MR 5

**Prescription contrôlée :**

Création et renaturation de la partie remblayée à l'ouest du plan d'eau existant, dénommée Trou du lait, sur 1,8 ha.

Cette mesure a pour but de recréer une prairie mésophile en gestion extensive sur la zone de remblai.

La reconstitution de la prairie se fait en respectant les détails techniques de la fiche C1 en annexe 3. Les semis sont issus du Label Végétal local ou assimilé.

L'objectif est d'aboutir à une prairie permettant l'installation naturelle du Trèfle souterrain.

La gestion de la prairie est prévue par fauche tardive, avec exportation, pendant 6 ans avec un suivi annuel et bilan complet de l'état de conservation de la prairie à l'issue des 6 premières années. Le bilan, à l'issue des 6 ans, doit proposer un plan de gestion définitif ayant vocation à relever de la MR2.

**Constats :**

L'exploitant a remblayé la berge ouest du plan d'eau "trou du lait" et a créé une prairie mésophile selon la fiche C1.

En 2026, la prairie fera l'objet d'un suivi par l'écologue conformément à la mesure SUC1 de la fiche C1.

Une fauche tardive de la prairie est planifiée le 15 juillet 2026.

Actuellement la surface de cette prairie est de 1 ha au lieu de 1,8 ha selon l'exploitant.

Cette prairie accueille également une mesure de compensation prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du parc photovoltaïque installé sur ce plan d'eau. Cette mesure a consisté à planter des arbres sur une partie de la surface de prairie.

**Non conformes:**

- la surface de la prairie créée par remblayage du plan d'eau est inférieure à la surface prescrite,
- les mesures de compensation effectuées dans le cadre de l'installation du parc photovoltaïque

sont non conformes aux mesures de réduction prescrites au titre de l'exploitation de la carrière (ICPE).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La perte de surface de la prairie permettant le développement du trèfle semeur au niveau du plan d'eau "trou du lait" sera à compenser en augmentant la distance de retrait minimum prescrite dans les surfaces exploitables non encore mise en exploitation situées au nord (concerne les limites d'extraction des phases 2 et 4).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Mesures d'accompagnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MA 1
<b>Prescription contrôlée :</b>  Étoffement d'une ripisylve : La ripisylve de l'Arroux doit être conservée et entretenue (maintien d'un habitat favorable à l'avifaune).
<b>Constats :</b>  La ripisylve de l'Arroux n'a pas fait l'objet de travaux d'entretien par l'exploitant. La végétation se développe naturellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Mesures d'accompagnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MA 2
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Remise en état du site:</b> Lors de la remise en état du site, deux roselières de 9 000 m <sup>2</sup> et 10 000 m <sup>2</sup> favorables aux passereaux paludicoles et aux poissons doivent être créés. L'ensemencement des talus et des berges doit être réalisé avec des graines d'espèces végétales sélectionnées issues de variétés locales et les plants doivent bénéficier du label <i>Végétal local</i> ou présenter une origine et une traçabilité équivalente.
<b>Constats :</b>  Seule la zone de hauts fonds a été créée en partie sud. Elle n'a pas fait l'objet de plantation. L'ensemencement des talus et des berges définitivement remis en état au sud et au sud-ouest des surfaces exploitables n'a pas été réalisé.

<b>Non conformes:</b> - absence d'ensemencement des berges et talus définitivement remis en état, - absence de plantation de roseaux sur la zone de hauts fonds créée au sud du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La mesure d'accompagnement MA2 est à mettre en œuvre dans les secteurs remis en état.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois